HAL
open science

De 'radicaux' à 'enracinés'. Réflexions sur l'engagement environnementaliste local

Laura Centemeri

▶ **To cite this version:**

Laura Centemeri. De 'radicaux' à 'enracinés'. Réflexions sur l'engagement environnementaliste local. Traces : désir de savoir et volonté d'être. L'après colonie au Maghreb, Sindbad/ Actes Sud, pp.432-452, 2010. hal-01016056

HAL Id: hal-01016056

https://hal.science/hal-01016056v1

Submitted on 30 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Centemeri, Laura 2010 « De 'radicaux' à 'enracinés'. Réflexions sur l'engagement environnementaliste local », in Colonna F. et Le Pape L. (éds.), Traces : désir de savoir et volonté d'être. L'après colonie au Maghreb, Sindbad/ Actes Sud, Paris, pp.432-452.

De « radicaux » à « enracinés ». Réflexions sur l'engagement environnementaliste local

41 606 signes

Laura Centemeri

Dans ce texte nous allons aborder la question du changement que l'écologie politique, composante « radicale » de l'« archipel » environnementaliste italien (Diani, 1988), a connu au cours des années 1990. Le but est de contribuer à une compréhension plus approfondie des formes variées de la présence environnementaliste aujourd'hui dans la société italienne.

Comme le soulignent Donatella della Porta et Mario Diani (2004, p. 18), dans un ouvrage qui fait le point sur l'état du mouvement environnementaliste en Italie, les attentes les plus radicales que la naissance de ce mouvement avait suscitées au cours des années 1980 ont été largement déçues. En suivant les auteurs dans leur analyse, « l'âge d'or » des mobilisations et des luttes qui conduisirent au succès du référendum anti- nucléaire (1987), ont été suivies par une diminution progressive de la visibilité de l'environnementalisme comme mouvement.

Parallèlement, beaucoup d'activistes de l'écologie politique ont choisi un « repli dans le social », en s'engageant au niveau local dans des projets de bénévolat, ou en développant des compétences expertes, réduisant leur investissement dans « l'action politique plus visible » (*ibid*., p. 19). Ce changement a conduit à une attitude « pragmatique »

de la part des militants et de leurs associations. On retrouve au cours des années 1990 cette même tendance à un discours moins idéologique, centré sur des *issues* aux contours bien précisés au niveau des organisations nationales (Legambiente, Italia Nostra, Lipu, WWF, Greenpeace, Amici della Terra). De même, il faut remarquer que l'absence de spécialisation et de professionnalisation de ces organisations les éloigne de l'image traditionnelle de « groupe d'intérêt » (bien qu'elles agissent de fait en tant que telles) mais avec un faible taux de reconnaissance de la part des institutions. Cette faiblesse des organisations nationales va de pair avec le « caractère décentralisé » de l'environnementalisme italien (*ibid*., p. 85).

Nous proposons donc ici une étude de cas qui s'intéresse à l'exploration de la dimension locale de l'engagement militant environnementaliste à partir de l'expérience de militants investis par les changements qu'on a brièvement rappelés. Nous ne nous intéressons pas à des épisodes de protestation mais nous suivons des biographies militantes à travers lesquelles nous allons retracer le parcours d'un progressif enracinement local de l'action militante environnementaliste. Nous prenons au sérieux cet enracinement dans les contraintes qu'il fait peser sur les formes de l'engagement militant. Nous visons ainsi à explorer ce que della Porta et Diani appellent *le repli dans le social* et *l'engagement dans le local* de militants environnementalistes issus de l'écologie politique, en suivant le parcours des militants d'un « cercle » de l'association environnementaliste Legambiente : le Cercle de Seveso (ville située dans la région de Lombardie, Italie du nord). Legambiente est l'association environnementaliste la plus directement liée à l'héritage de l'écologie politique des années 1980. Ses branches locales s'appellent « cercle » (circolo), qui est le nom traditionnellement donné à des lieux de recréation et convivialité dans la tradition de l'associationnisme ouvrier et également paysan (voir Pizzorno, 1960, p. 291).

On montrera comment l'enracinement local de l'action environnementaliste impose des contraintes qui jouent un rôle majeur dans la promotion d'un changement et le renouvellement des « répertoires » de l'action environnementaliste laquelle, pour se faire locale, doit apprendre à « faire avec » la *communauté locale*. L'attention à cette dimension nous conduira à mettre en évidence une action politique militante qu'on définira « enra-

« enracinée » et qui cherche à produire un changement social pro-environnement sans protestation en s'appuyant, en même temps, sur trois piliers : les rapports de proximité, le marché et l'administration locale.

Les militants du Cercle Legambiente de Seveso : les années 1970 et le désastre de la dioxine

Le parcours des militants du cercle Legambiente de Seveso est marqué par des traits d'exceptionnalité mais, en même temps, est représentatif d'un environnementalisme lombard fortement novateur qui a toujours été laboratoire d'innovations (Diani, 1988, p. 23).

Premièrement, l'exceptionnalité de ce cercle local est liée à la localité où son activité se déploie : la ville de Seveso. Elle est connue dans le monde pour l'accident industriel de l'usine chimique ICMESA qui en 1976 causa la contamination par dioxine d'une partie de la Brianza milanaise, une région parmi les plus industrialisées d'Italie. La ville de Seveso est liée, dans l'histoire de l'environnementalisme italien et des mouvements de lutte pour la santé, à la mémoire d'un échec (Diani, 1988, p. 73-74 ; Lodi, 1988, p. 19-20 ; Centemeri, 2006). Le Comité technique scientifique populaire qui se forma en soutien aux victimes de la pollution et qui réunissait des intellectuels et militants communistes et de la gauche extra-parlementaire – véritable avant-garde de l'écologisme naissant de gauche – rencontra un soutien très faible de la part de la population affectée par les conséquences de l'accident. Le Comité resta fortement lié à une « mise en thème » du désastre comme « crime » du capitalisme (Maccacaro, 1976) et à un cadre d'interprétation en termes de lutte de classes. Ce cadre empêcha la prise en compte d'autres enjeux que le désastre soulevait pour la population affectée, notamment l'inquiétude concernant le risque de disparition de la communauté de Seveso. Les initiatives du Comité se trouvèrent ainsi confronté à l'opposition de comités locaux de citoyens. Ces initiatives étaient principalement des activités de « contre information » et d'expertise « populaire » et une dénonciation des tentatives institutionnelles de cacher la gravité des conséquences du désastre. Une partie de la population affectée était pour sa part engagée dans la critique de ce qui était perçu, dans les activités du Comité, comme une utilisation instrumentale de l'accident et de ses conséquences au service d'une lutte politique générale, insouciante

des enjeux locaux (Centemeri, 2006).

L'expérience du Comité marqua le baptême politique de deux militants de la région de Seveso, Marzio et Gabriele, qui seront parmi les fondateurs du cercle Legambiente. Jeunes militants du groupe extraparlementaire de Democrazia Proletaria, ils participèrent ensemble aux activités du Comité, vivant de façon personnelle l'échec de la mobilisation des victimes de la dioxine. Échec d'autant plus marquant, qu'eux-mêmes étaient victimes du désastre. L'échec et l'incompréhension avec les habitants de Seveso marqueront en profondeur l'évolution de leur engagement militant, toujours, pour ainsi dire, mis à l'épreuve de Seveso.

Deuxièmement, la particularité du cercle de Legambiente de Seveso touche au fait qu'il est marqué, dés le début, par une présence féministe. Au sein des activités du Comité à l'époque de l'accident, une amitié s'était tissée entre Marzio, Gabriele et Laura. Cette dernière était une militante proche du mouvement féministe de la « Libreria delle Donne » de Milan (Libreria delle Donne di Milano, 1987). Le cercle de Legambiente naît ainsi dans les années 1990 à partir de cette « hybridation » (Tosi et Vitale, 2009) entre féminisme et environnementalisme.

L'engagement environnementaliste « radical » et ses contradictions. L'hybridation avec le féminisme

L'engagement environnementaliste « radical » auquel les militants du Circolo Legambiente sont familiarisés au début de leur parcours pointait la nécessité d'un changement du système de production capitaliste. Il s'agissait, dans les mots de Marzio, d'un « environnementalisme industriel ». Le changement poursuivi devait se produire à travers une transformation des institutions économiques et du gouvernement de l'État, objet d'une critique prenant la forme de mobilisations et protestations. Au fond, il y avait les questions des injustices et inégalités produites par le système capitaliste. La prise en compte de l'environnement était vue avec suspicion, en raison du caractère « bourgeois » reconnu au mouvement « conservationniste » (Diani, 1988). Cette approche conduisait à un environnementalisme qui essayait de se passer complètement de l'environnement comme « nature spatialisée » (Trom, 1999) pour centrer son attention uniquement sur

l'environnement « dé-spatialisé », pris en compte comme ensemble de ressources (eau, air…), auquel est lié l'état de santé des êtres humains. L'environnement, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine, était donc uniquement vu en relation avec la santé.

Ce type d'engagement va se heurter à une contradiction que l'épisode de l'échec de la mobilisation de Seveso rendait visible. Les militants mobilisés à Seveso se trouvent dépourvus d'un vocabulaire à même d'accueillir et de traduire dans l'espace public les « biens du proche » (Thévenot, 2006) que la contamination a mis en péril en touchant à l'environnement « habité » (Breviglieri, 2002). Les « attachements » revendiquées par les victimes du désastre sont jugés avec méfiance, dans la mesure où ils convoquent l'image de la communauté. Le déni des biens du proche qui sont, pour les gens de Seveso, l'enjeu majeur dans la réponse au désastre, conduit à une situation dans laquelle la contre-information scientifique et la critique du capital ne produisent pas de mobilisation. Basant leur revendication sur l'idée de la participation comme moteur du changement, les militants ne reconnaissent pourtant de légitimité qu'à des formes d'engagement qui impliquent une montée en généralité dans la figure de victime. Or, la montée en généralité en tant que victime implique le sacrifice des attachements du proche (Thévenot, 2006).

L'échec de Seveso pousse les trois jeunes militants à s'investir politiquement loin du local. Marzio s'engage dans la coopération internationale et Laura poursuit sa militance féministe. L'engagement dans des projets de développement local, en particulier au Nicaragua, s'accompagne, pour Marzio, d'une action centrée sur des initiatives économiques qui soutiennent des processus de développement économique et social dans des communautés locales. Cette expérience est une occasion de faire surgir des contradictions :

> – Je me demandais qu'est-ce qui m'empêchait de porter cette énergie que j'investissais ailleurs – au Nicaragua, au Mozambique – à Seveso. Mon action politique se voulait universelle – d'où le choix de partir – mais cette universalité était en contraste avec le sentiment d'étrangeté que j'éprouvais en revenant à Seveso (entretien avec Marzio).

De l'autre coté, l'expérience dans le militantisme féministe est pour Laura l'occasion de participer à un mouvement qui critique fortement la bureaucratisation de l'action politique, pour affirmer la primauté d'une « pratique de la relation » vue comme « politique première » (Cavarero et Restaino, 2002). Une place centrale est reconnue à

l'engagement personnel et direct dans des contextes quotidiens d'action qui sont transformés à partir des relations établies avec les personnes qui les habitent. Il s'agit de reconnaître à l'agir orienté vers la construction d'une relation personnelle avec les autres, une dimension politique (une potentialité de transformation), en sortant donc de l'idée du politique confiné dans les limites de l'espace formel de la participation. D'où ici, la préférence pour un engagement politique en dehors des institutions de la représentation politique, qui se traduit dans l'action directe de production et d'animation d'espaces de services sociaux et culturels autogérés, à l'intérieur desquels se tissent des relations.

Ce qui lie ces deux expériences de militantisme des années 1980 est l'importance qu'elles reconnaissent à la nécessité d'*enracinement* de l'action politique, à travers le développement d'initiatives qui investissent la dimension de la proximité, c'est à dire des relations en contexte. Dans les deux cas, l'enracinement dans le local s'associe à l'idée d'une construction de relations (sociales et économiques) qui, à partir des ressources du local, est à même de produire un changement dans la direction d'une reconnaissance et d'une prise en compte de biens et problèmes communs.

En partant de leurs expériences des années 1980, les trois militants décident au début des années 1990, de retourner à Seveso pour donner naissance à un cercle local de Legambiente, avec l'idée de faire de Seveso le lieu de l'enracinement de leur action politique. Ils « descendent » donc vers le local avec un projet politique, qui vise à produire un changement :

> – Le notre a été un pari, le pari que ici à Seveso, dans un territoire colonisé et maltraité par le capital, il était possible, en partant d'un noyau de relations fortes et consolidées, de déclencher un processus de modification sociale, environnementale et économique. En partant de ce territoire, bien sûr, mais pas seulement pour ou dans ce territoire (Laura).

En même temps, l'adhésion à Legambiente marque la volonté de placer l'expérience du groupe militant en continuité avec l'expérience de l'écologie politique, tout en contribuant à un renouvellement de ses logiques et répertoires d'action : faire mouvement à l'intérieur d'une organisation de mouvement.

La descente vers le local et ses contraintes : un engagement environnementaliste enraciné

Nous allons voir de quelles façons le projet politique qui guide l'engagement dans le local des militants de Seveso s'ouvre à des révisions progressives qui deviennent nécessaires une fois acté l'enracinement dans le local. La descente vers le local implique, non seulement le développement de compétences spécifiques de la part des militants mais aussi la création de nouvelles formes d'organisation. Les militants qui s'enracinent habitent les lieux de leur militance, dit autrement, ils deviennent membres de la communauté locale. Cet enracinement demande que l'appartenance à la communauté locale ne soit pas que formelle : il faut devenir des acteurs reconnus de la communauté et apprendre les différentes grammaires du commun qui la composent. C'est cette contrainte de l'enracinement que nous voulons ici souligner dans ses implications par rapport aux répertoires de l'action militante (dans le même sens voir : Eliasoph and Lichterman, 2003).

Le processus d'enracinement des militants environnementalistes à Seveso commence avec la création, en 1990, du Cercle – qui compte au début une dizaine d'associés. Le Cercle a du mal à impliquer les gens de Seveso dans ses activités et à s'intégrer dans la vie associative de la ville. Cette dernière est particulièrement riche et elle est animée par les activités des paroisses et des mouvements catholiques, avec lesquelles le Cercle a du mal à se mettre en rapport. Construire des relations est une tache d'autant plus compliquée que, pour beaucoup de monde à Seveso, les militants du Cercle restent « les extrémistes de Democrazia Proletaria » (Gabriele).

La présence locale du Cercle tourne, initialement, autour des locaux du siège, où les militants se retrouvent tous les lundis soirs pour la réunion hebdomadaire, et où l'on discute des activités à organiser qui sont principalement liées aux campagnes écologistes nationales de Legambiente (notamment *Puliamo il mondo*, version italienne de *Clean up the world*). Le Cercle organise aussi des « vacances écologiques » d'éducation environnementale pour les enfants (au début les fils et les filles des militants et de leurs proches) et des excursions dans des sites d'intérêt naturel de la Lombardie. Bien que revenus à Seveso, les militants ont donc du mal à impliquer dans leurs activités les gens de la ville.

Se légitimer dans la communauté locale : « soin » et « pratiques »

L'occasion d'une présence différente du Cercle se présente en 1992. Damiano, un jeune associé du Cercle, écrit une lettre au maire de Seveso en lui demandant l'autorisation de pouvoir « prendre soin » du *Fosso del Ronchetto*, une friche au nord de la ville, abandonnée dans l'incurie et devenue une décharge. A l'intérieur du bois, il y a une zone humide, avec deux petits étangs habités par des grenouilles menacées de disparition suite à la dégradation de l'écosystème. La lettre de Damiano n'a rien d'une dénonciation et mélange la description et l'explication de la valeur scientifique du bosquet avec une dimension d'attachement plus personnel qui justifie sa volonté d'intervenir dans ce lieu pour l'entretenir. Comme il le raconte dans sa lettre, étant enfant à l'époque de l'accident, Damiano dit en avoir vécu directement les conséquences dans les termes d'une « soustraction de nature ». Cette soustraction aurait impliqué une difficulté à faire l'« expérience concrète » de l'environnement naturel, en empêchant sa « connaissance » et son « exploration » (extraits de la lettre écrite par Damiano).

L'adjoint au maire pour les politiques environnementales décide, à la suite de la lettre de Damiano, de convoquer les associations environnementalistes présentes sur le territoire de Seveso (Legambiente et WWF) pour leur proposer un accord formel : la mairie finance la réalisation des travaux nécessaires à transformer le bosquet en « oasis naturelle », et les associations s'en chargent. Cette forme de rapports entre acteurs publics et associations a, dans la culture administrative locale, une longue tradition : une « culture du faire » qui renvoie à un activisme associatif qui a toujours été capable de trouver, à travers ses propres forces d'organisation, les réponses aux besoins d'assistance sociale mais aussi de soutien à la production et développement économique locales.

« La culture du faire » implique un rapport avec l'acteur public qui, face à un problème qui émerge, doit moins agir que reconnaitre la légitimité des réponses que les acteurs concernés ont données aux problèmes, à travers des formes d'auto-organisation. L'acteur public est ainsi appelé à prendre en compte dans son action la présence de ces formes d'auto-organisation.

L'épisode du *Fosso del Ronchetto* représente donc un passage important pour la présence du Cercle sur le territoire, pour deux raisons principales. Avant tout, le travail

au bosquet est l'occasion pour les militants de découvrir un engagement environnementaliste associé à une activité pratique dans la nature – il s'agit de « faire dans la nature » (Marzio) – ce qui n'appartenait pas à la tradition de l'écologie politique et qui à Seveso avait été particulièrement problématique, suite aux conséquences de la contamination par la dioxine. Cette pratique de la nature devient l'occasion de rencontrer et collaborer avec des personnes qui, autrement, n'auraient jamais participé aux activités du Cercle : c'est le cas des militants du WWF mais aussi des associés de la section local du CAI (Club Alpin Italien), qui a une longue tradition d'activités dans le local. Il s'agit, au début, d'une simple collaboration de personnes qui travaillent dans le bosquet et n'engage pas directement les associations. Cette expérience conduira à des formes de collaboration plus formalisées. À travers le travail au *Fosso*, les environnementalistes développent des compétences et des savoir-faire pratiques dans le rapport à l'environnement qui s'avèrent des instruments efficaces de légitimation vis-à-vis de la communauté locale. Le « soin » mis dans le « travail bien fait » est une source de reconnaissance de leur activité. *Soin* et *pratiques* se révèlent ainsi des terrains d'entente avec les membres de la communauté locale.

Deuxièmement, le travail au *Fosso del Ronchetto* est l'occasion d'un changement des rapports avec les institutions du gouvernement local. Les militants du Cercle s'éloignent d'une logique de dénonciation de l'incurie, destinée à provoquer une réaction de la part de l'administration, et demandent à pouvoir agir directement pour la résolution du problème, au nom de la collectivité, c'est à dire à partir d'une investiture par contrat. Ce passage à l'action directe ouvre des espaces de collaboration pratique avec d'autres associations qui sont l'occasion de reconnaître un même attachement au territoire. C'est en ce sens que les militants en viennent progressivement à charger l'action directe dans la nature d'un poids proprement politique, au sens où elle s'offre comme une occasion de développer des liens de familiarité avec des lieux et des personnes à travers lesquels passe l'enracinement de l'action militante dans le local.

Le travail au *Fosso del Ronchetto*, grâce au rapport de confiance qu'il contribue à établir avec l'administration locale et à la connaissance des lieux et des personnes qu'il alimente, conduit les militants à promouvoir d'autres initiatives de récupération de lieux de nature abandonnés dans la ville. Petit à petit un *patrimoine local* de nature à mettre en

valeur est mis en forme par les environnementalistes.

Agir dans la communauté locale : l'entreprise sociale et la liste citoyenne

La gestion directe des espaces de nature et des activités d'éducation environnementale pose aux militants le problème de l'accumulation des activités avec un engagement bénévole. Ils décident de créer en 1995, à coté du Cercle, une association d'entreprise sociale autogérée (Natur&). Le projet est de créer, à travers l'entreprise, des opportunités de travail dans le domaine de l'environnement, rendant ainsi possible des choix d'engagement professionnel « vert ». Etant donné l'articulation au marché que l'entreprise sociale autorise, l'idée des militants est de « promouvoir sur un territoire de petits entrepreneurs une idée alternative d'entreprise » (Laura). Encore une fois, on prend au sérieux la nécessité d'agir dans le local en articulant sa propre grammaire d'action militante aux grammaires du local.

Ce passage par l'entreprise sociale nous amène à pointer un aspect qui est présent autant dans la pensée féministe qu'environnementaliste, bien que il ne soit pas patrimoine exclusif de ces deux traditions : l'idée qu'un changement général de la société se produit à partir d'un changement personnel. Dans ce cadre, faire du changement une « alternative praticable » (Marzio) devient crucial : d'où l'importance d'une présence militante dans la sphère économique, pour donner naissance, localement, à des expériences d'entreprise vertueuses. Ces expériences se configurent ainsi comme des *bonnes pratiques* à diffuser.

L'entreprise sociale Natur&, née au début avec l'idée de produire des services liés à l'environnement, s'oriente rapidement vers la production de services sociaux, en raison du processus en cours d'externalisation des ces services (qui passent d'une gestion publique à une gestion de « quasi-marché »), dans le cadre d'une réforme nationale de l'assistance qui va dans le sens de la progressive décentralisation de ces responsabilités (Bifulco et Centemeri, 2008). Nous voudrions souligner deux aspects des activités de production de services de Natur& : l'importance de la mise en forme du contenu novateur des services (les configurer comme des bonnes pratiques, non seulement dans l'espace de la militance mais aussi aux yeux des administrateurs publics) et l'attention à la dimension esthétique des espaces de service.

Dans leur activité de production de services pour l'administration publique, les militants ont développé des compétences et acquis des savoirs à même de mettre en valeur non seulement le coté politiquement novateur, mais également les aspects d'efficience économique. D'un coté, les militants essayent d'incorporer dans les dispositifs de l'organisation des services, leur vision politique de la centralité des relations. L'effort de faire connaître et diffuser les innovations que les militants expérimentent dans l'organisation des services devient ainsi une nouvelle forme de prosélytisme. D'autre part, on retrouve l'effort de configurer l'innovation comme « bonne pratique », cette fois non pas du point de vue militant mais pour les administrations, ce qui implique de se légitimer en tant qu'« experts » aux yeux des administrateurs publics.

De l'autre coté, les militants soulignent l'importance de la beauté esthétique des lieux où ils organisent leurs initiatives et gèrent leur services :

> – Pour faire de la politique dans le territoire on ne peut pas s'enfermer dans son siège : il faut se rendre visibles sur les lieux. Il faut occuper ces lieux, les rendre beaux, parce que les gens doivent avoir envie d'y venir. Il faut renverser le sens commun, qui est très fort ici, qui veut que les lieux publics soient les lieux où on décharge ce qui ne sert plus. Ici les gens disent encore « chose commune, chose de personne » (Marzio).

La décision de donner naissance à une entreprise sociale ne manque pas de susciter des tensions entre les militants de Seveso et le groupe des cadres régionaux de Legambiente, qui ne cachent pas leurs doutes quant à la possibilité d'un croisement vertueux entre environnementalisme et marché des services. Les militants de Seveso sont très actifs dans les organes de gouvernement régional de Legambiente, où ils ont retrouvé des rôles de responsabilité. Les assemblés des cercles de la région sont toujours l'occasion, pour eux, de présenter et promouvoir ce qu'ils mettent en forme en tant que nouveau modèle d'engagement environnementaliste : les bonnes pratiques novatrices (au sens militant du terme) sont proposées comme outil critique de pratiques plus consolidées.

Une autre raison de tensions avec le niveau régional de Legambiente est la décision des militants de Seveso de se présenter, en 1998, aux élections municipales sur une liste citoyenne avec des militants catholiques. La coalition emporte la victoire électorale et Marzio est nommé adjoint au maire pour les politiques environnementales et sociales. Cette adhésion des environnementalistes à la liste citoyenne des militants catholiques

n'est pas uniquement liée au rapport toujours très conflictuel avec les partis de la gauche locale, ni exclusivement à un calcul d'opportunité. Il y a un mot d'ordre dans le programme de la liste, qui est également crucial pour les deux composantes : *subsidiarité*. Il s'agit d'un concept qui participe non seulement d'une réorganisation des responsabilités et pouvoirs entre les différents niveaux de gouvernement – subsidiarité verticale – mais il renvoie aussi à la volonté de faire collaborer acteurs public, associations de citoyens et tiers secteur qui s'occupent directement de la production de services pour la collectivité – subsidiarité horizontale. La subsidiarité, dans sa déclinaison horizontale, vient donc se configurer, dans le contexte local qui nous intéresse, comme légitimation et pourrait-on dire, institutionnalisation de la « culture du faire » et de la primauté reconnue à l'auto-organisation.

La présence environnementaliste à la gestion de la ville garantit un soutien aux initiatives locales du Cercle et de l'entreprise sociale. Sous cet aspect, la décision d'assumer une responsabilité de gestion locale pourrait favoriser une logique de clientèle, avec laquelle la subsidiarité horizontale s'articule très bien (Vitale, 2006). Interpréter l'entrée dans l'institution locale uniquement dans cette logique de calcul stratégique est néanmoins réducteur :

> – Nous sommes loin d'une certaine gauche environnementaliste qui continue à insister sur la critique des institutions. Nous reconnaissons l'importance de cette activité mais en même temps, ce qui nous intéresse c'est le travail et le fait que les institutions reconnaissent leurs responsabilités dans la promotion de choix responsables, citoyens. Par exemple, pour le tri des ordures ménagères, il faut créer les conditions pour que différencier les ordures soit facile pour tout le monde. Non seulement : il faut montrer aux gens que leur effort conduit à un résultat, par exemple qu'on peut diminuer la taxation sur les ordures parce qu'on tri correctement (Marzio).

L'importance d'un engagement direct dans la gestion locale est donc mise en relation avec les possibilités de décisions et actions qui s'ouvrent et que peuvent alimenter un « style » nouveau d'administrer par rapport aux questions environnementales.

Ça a été donc à l'initiative de Marzio, en collaboration avec les maires des autres communes touchés par la contamination par dioxine (Meda, Cesano Maderno, Desio), qu'une agence intercommunale (Innova21) a été créée pour promouvoir des politiques environnementales coordonnées. La responsabilité directe dans l'institution locale s'offre

ainsi comme opportunité de créer des réseaux entre institutions locales, à même de donner naissance à de nouveaux espaces supra-locaux d'action publique, qui articulent le passage du niveau local au niveau régional, jusqu'au niveau européen.

Les tensions d'une politique « enracinée »

Nous avons vu comment l'enracinement des militants environnementalistes se produit, dans un processus d'intégration dans la communauté locale qui s'appuie sur trois piliers : des liens de proximité (aux personnes et aux lieux) tissés au cours d'un faire ensemble dans la nature, qui les légitime comme acteurs de la communauté locale ; une présence dans l'économie locale, avec l'entreprise sociale ; une responsabilité institutionnelle à la mairie, à travers laquelle les militants agissent plus directement en direction d'un changement dans la prise en compte de l'environnement comme bien commun de la communauté locale.

Dans cette construction, nous avons laissé de coté ce qu'on pourrait considérer comme la base sur laquelle ces trois piliers s'appuient : l'organisation interne du groupe des militants. Si, au début de la descente vers le local elle est superposable au Cercle et à son organisation, elle s'en sépare progressivement.

Le noyau du groupe des militants reste, encore aujourd'hui, constitué par les trois fondateurs. Au cours de la période que nous avons analysée, ce noyau s'est élargi, avant tout sur la base des liens personnels, avec la participation de militants non directement liés à la réalité de Seveso, mais partageant le même projet d'enracinement de l'action politique. En même temps, des jeunes de Seveso se sont progressivement rapprochés du groupe, à partir d'activités de bénévolat. Le rapport établi avec ces jeunes a été avant tout un lien d'amitié personnelle entre le jeune militant « potentiel » et un des « vieux » militants. Les jeunes ont été invités à participer aux réunions politiques du groupe, où les militants discutent ouvertement leurs projets et les actions à entreprendre. Il s'agit de réunions peu ou pas formalisées, plutôt de discussions, dans lesquelles les militants se disputent et soulèvent des conflits « internes » : ce genre d'affrontement conflictuel se passe d'habitude entre les membres fondateurs qui se font les porte-parole des malaises des autres.

Il s'agit donc d'un groupe où il y a des aspects de forte « horizontalité » et débureaucratisation (« on est tous des amis ») mais, en même temps, des asymétries très fortes. Ces asymétries n'ont rien à voir à une hiérarchie formalisée, visible de l'extérieur, dans les termes de rôles qu'on occupe dans une organisation. Il y a donc des figures d'autorité dans le groupe, ceux qui « on le sait, ce sont eux qui décident » (un associé du Cercle), mais qui n'ont rien à voir avec un espace de délibération où cette autorité puisse être conférée ou critiquée. Les décisions plus importantes pour le groupe sont prises dans le cadre de discussions du noyau restreint.

Beaucoup d'associés participent aujourd'hui aux activités du Cercle et de l'entreprise sociale, mais seule une petite minorité est active dans le noyau restreint. Les autres associés participent aux activités du Cercle et de l'association-entreprise comme « plug-in volunteers » (Lichterman, 2006) ou comme salariés. Ce qu'il faut souligner ici est le fait que les contradictions qui surgissent suite aux tensions qui naissent entre les trois formes de présence des militants dans la communauté locale sont toujours gérées par le noyau du groupe. C'est dans le rapport personnel entre les membres du noyau que ces tensions sont explicitées et composées.

A coté de ces tensions internes, il y a un autre genre de tensions qui s'associent à l'engagement enraciné, par rapport à l'orientation de son action à un intérêt général. La construction à trois piliers (le Cercle, l'entreprise sociale, la responsabilité dans l'administration locale) ouvre aux militants la possibilité de soutenir, promouvoir et multiplier leurs initiatives et d'alimenter des processus de changement dans la politique locale. En même temps, le lien qui alimente réciproquement ces trois formes d'engagement dans la communauté locale risque de créer un espace autoréférentiel, à l'intérieur duquel le fait que les militants soient interprètes d'un intérêt collectif est considéré comme allant de soi.

Deuxièmement, prendre au sérieux l'enracinement dans la communauté locale s'accompagne pour les militants de la prise au sérieux des différentes communautés qui la composent. L'intégration dans la communauté locale semble s'accompagner d'une évolution vers l'idée de participation à la vie publique qui passe par le medium de l'appartenance à une des communautés qui composent la communauté locale. L'intérêt

général n'est presque plus évoqué comme horizon de l'action publique de la part des militants, pour privilégier, à sa place, une version de l'intérêt général filtré par l'intérêt de la communauté locale. Ce dernier s'exprimerait par les voix de ceux qui, à travers la participation aux associations, s'impliquent directement dans la production de biens pour la communauté. La décision sur les questions d'intérêt collectif devient ainsi l'apanage de ceux qui se mobilisent activement : c'est alors le critère d'être proche qui est le seul à prévaloir pour la prise de décision sur des matières d'intérêt général, ce qui nous semble configurer une figure de l'agrandissement vicieux du proche (Breviglieri, 2001).

Conclusion : notes sur les figures du passage local-général

Dans ce texte, nous avons essayé d'aller au-delà de la formule du « repli dans le social » pour tâcher de comprendre les enjeux du passage à l'engagement local de militants environnementalistes sortant de l'expérience de l'écologie politique des années 1970. Plutôt que de repli, il s'agirait d'un ré-investissement dans la sphère locale, de capacités d'action et de projet orientés vers la production d'un changement social plus général. « Agir localement, penser globalement » n'est pas juste un slogan pour ces militants : en les suivant dans leur enracinement dans la communauté locale, nous avons montré comment ils s'efforcent constamment de garder ouverte cette tension – entre le local de l'action et le général de leur projet environnementaliste – bien que les contraintes posées par l'enracinement dans la communauté locale changent en profondeur les termes à partir desquels un intérêt général est défini.

Nous avons également montré comment cette « descente » au local se lie à des élaborations intellectuelles qui ont eu lieu dans les mouvements sociaux au cours des années 1980, dans notre cas, les mouvements féministe et environnementaliste. Ces deux mouvements se retrouvent hybridés dans l'expérience du cercle Legambiente de Seveso, bien que les deux composantes soient toujours reconnaissables dans leurs contributions. En particulier, des trois piliers sur lesquels s'appuie l'action locale des environnementalistes que nous avons étudiés, l'entreprise sociale est plus nettement débitrice de la tradition féministe (et d'un projet féministe), tandis que l'engagement dans l'administration locale (que le mouvement féministe refuse) est plutôt lié au projet environnementaliste de la

« conversion écologique » (Langer, 1996). Il subsiste des tensions internes qui restent très fortes entre les deux composantes et qui impliquent une certaine organisation du groupe militant.

Nous avons aussi souligné comment l'enracinement de l'engagement militant s'accompagne des transformations institutionnelles qui, au cours des années 1990, ont progressivement conduit à une décentralisation des pouvoirs gouvernementaux au niveau local. Cette progressive décentralisation (subsidiarité verticale) a, à son tour, entraîné des changements dans les formes de la régulation, en particulier à travers la promotion d'un principe de participation et de partenariat public-privé (subsidiarité horizontale). Ces changements ont ouvert de nouveaux espaces pour l'action d'acteurs privés dans la production de services et biens publics. Nous avons essayé de montrer comment l'action militante se transforme vis-à-vis des nouvelles opportunités d'action qui s'ouvrent.

Pour terminer, nous voudrions brièvement évoquer un questionnement qui mériterait d'être approfondi, celui des figures du passage local-global, que les militants mobilisent pour maintenir ouverte la tension entre l'engagement dans le local et le changement global que l'« engagement enraciné » voudrait contribuer à produire. Il s'agit de deux figures en particulier : la *diffusion* et le *réseau*.

Pour ce qui est du réseau (Boltanski et Chiapello, 1999), le passage du local au global ne se produirait pas tellement à travers la connexion de « locaux » singuliers mais à travers la construction de réseaux entre institutions locales qui, en se stabilisant comme espaces supra-locaux de l'action publique, seraient à même d'entrer comme acteurs dans d'autres réseaux progressivement plus amples et de niveau plus élevé.

Pour ce qui est de la diffusion, il est possible d'isoler deux déclinaisons de cette figure : une diffusion par *imitation* et une diffusion par *désirabilité*. La centralité reconnue, de la part des militants, à l'innovation et aux « bonnes pratiques » semble en effet renvoyer à une figure de diffusion par imitation. La diffusion par désirabilité, pour sa part, est liée à l'idée qu'un changement dans des conduites individuelles ou collectives ne se produit pas uniquement à partir d'un travail d'éducation/sensibilisation. Il faut faire ainsi que ce changement soit attirant (d'où aussi, l'importance de la dimension esthétique), désirable, préférable. Mais, en tout premier, ce changement doit être praticable, d'où

l'importance de s'engager directement dans la production des conditions (économiques et institutionnelles avant tout) pour que ce changement puisse avoir lieu. Il faut donc créer les conditions pour qu'il soit préférable ou désirable d'opter pour une conduite individuelle ou collective qui participe à la production d'un bien commun. Néanmoins, cette figure soulève une question majeure : qui, où et comment définir ce qui doit « être rendu » désirable, attirant, préférable ? Cet aspect montre comment, dans ces figures du passage du local au général, de nouvelles formes d'action politique se donnent à voir, mais également de nouvelles contradictions touchant à la participation et la représentation de l'intérêt général.

Bibliographie

Boltanski L., Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.

Bifulco L., Centemeri L., 2008, « Governance and Participation in Local Welfare. The Case of the Italian Piani di Zona (Area Plans) », in *Social Policy and Administration*, vol. 42, n°3, p. 211-227.

Breviglieri M., 2001, « L'étreinte de l'origine. Attachement, mémoire et nostalgie chez les enfants d'immigrés maghrébins », dans le présent volume

Breviglieri M., 2002, « L'horizon du ne plus habiter et l'absence du maintien de soi en public », in Cefai, D. & Joseph, I. (dir.), *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Editions de l'Aube, p. 319-336.

Cavarero A., Restaino F., 2002, *Le filosofie femministe*, Bruno Mondadori, Milano.

Centemeri L., 2006, *Ritorno a Seveso. Il danno ambientale, il suo riconoscimento, la sua riparazione*, Bruno Mondadori, Milano.

della Porta D., Diani M., 2004, *Movimenti senza protesta ? L'ambientalismo in Italia*, Il Mulino, Bologna.

Diani M., 1988, *Isole nell'arcipelago. Il movimento ecologista in Italia*, Il Mulino, Bologna.

Eliasoph N., Lichterman P., 2003, « Culture in interaction », in *American Journal of Sociology*, 108, p. 735-794.

Langer A., 1996, *Il viaggiatore leggero*, Sellerio, Palermo.

Libreria delle Donne di Milano, 1987, *Non credere di avere dei diritti*, Rosenberg&Sellier, Torino.

Lichterman, P.-R., 2006, « Social capital or group style? Rescuing Tocqueville's insights on civic engagement » in *Theory and Society*, 35(5/6), p. 529-563.

Lodi G., 1988, « L'azione ecologista in Italia: dal protezionismo storico alle Liste Verdi » in Biorcio R., Lodi G., *La sfida verde. Il movimento ecologista in Italia*, Liviana Editrice, Padova.

Maccacaro G., 1976, « Seveso un crimine di pace » in *Sapere*, 796, p. 2-7.

Pizzorno A., 1960, *Comunità e razionalizzazione. Ricerca sociologica su un caso di sviluppo industriale*, Einaudi, Torino.

Thévenot L., 2006, *L'Action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, La Découverte, Paris.

Tosi S., Vitale T., 2009, « Explaining How Political Culture Changes: Catholic activism and the secular left in Italian peace movements » in *Social Movements Studies*, vol. 8, n°2, pp. 131-47.

Trom D., 1999, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante » in *Revue Française de Science Politique*, vol. 49, n°1, p. 31-50.

Vitale T., 2006, « Sussidiarietà : un criterio guida contro il carsismo istituzionale », In *Animazione Sociale*, n°7-8, p. 20-28.